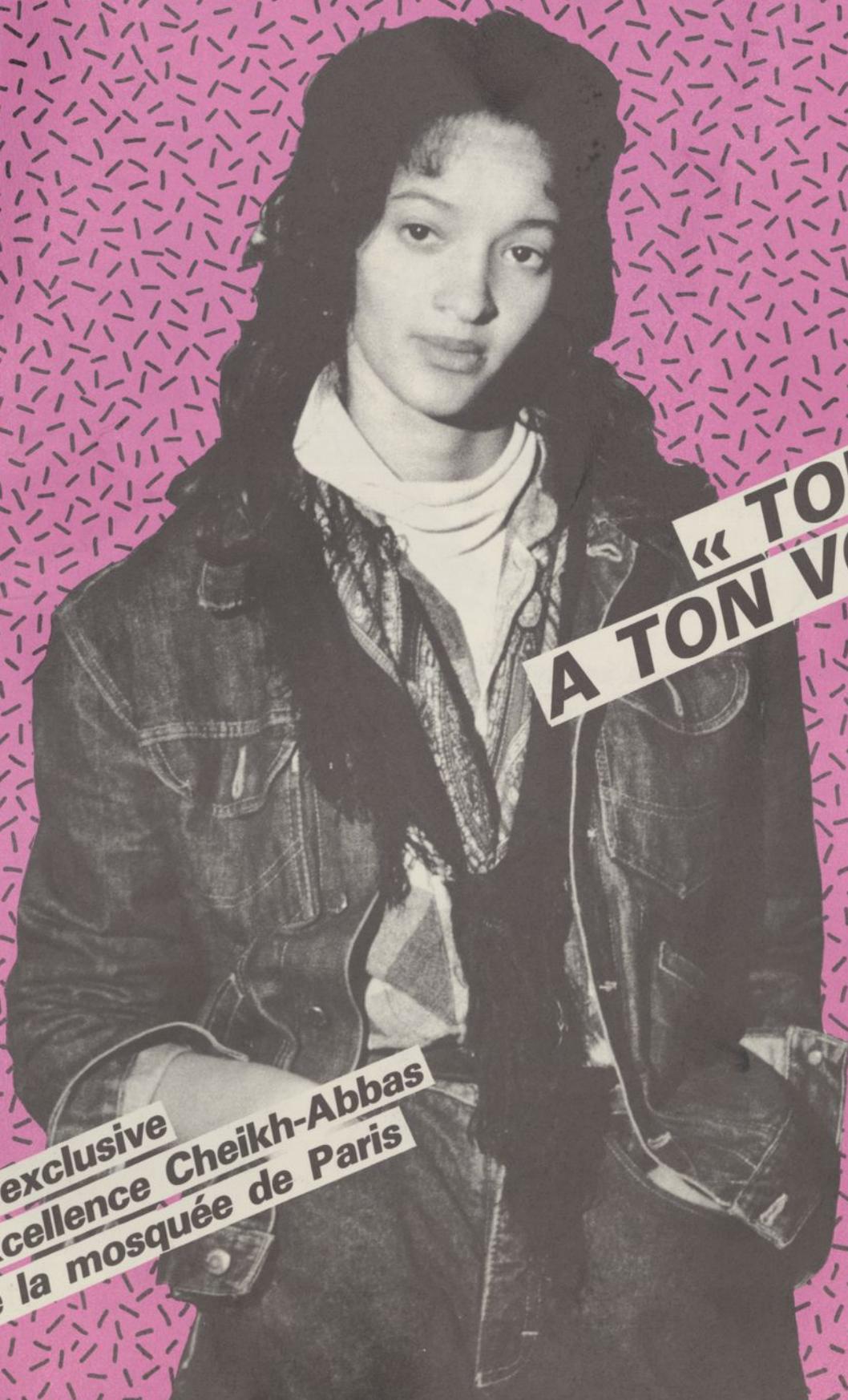


RACINES

n°1



**« TOUCHE
A TON VOTE »**

**Interview exclusive
de son Excellence Cheikh-Abbas
recteur de la mosquée de Paris**



Edito

Des cantonales aux législatives

**Interview de Mohand Bedjguelaf,
candidat aux cantonales**

**Interview de son Excellence Cheikh-Abbas
recteur de la mosquée de Paris**

Jeunesse Zaama l'école

Infos courrier

**A propos du « Sourire de Brahim » de
Nacer Kettane**

**Rencontre avec les auteurs des films « Le
thé à la menthe » et « Le thé au harem »**

**A propos des ouvrages de B. Stasi et Griot-
teroy par Nacer Kettane**

Infos culturelles

Editorial

Un fossé à combler

La communauté maghrébine en France est évaluée selon le rapport James Marangé, à 2 600 000 personnes dont plus de la moitié est de la nationalité française.

Cette population maghrébine se répartit en Maghrébins immigrés qui ont gardé leur nationalité d'origine et en ceux qui ont acquis la nationalité française, par déclaration de nationalité, par réintégration ou par leur naissance en France, pour les enfants d'immigrés dits de la 2^e génération. Paradoxalement, ces maghrébins qui ont la même origine, la même culture et la même religion, n'ont pas constitué une communauté homogène aux yeux de l'ensemble de la population française et ce, en raison des différents comportements et attitudes de certains groupes de pressions, de l'administration et des médias.

C'est ainsi qu'on a laissé volontairement et insidieusement se creuser depuis 23 ans un fossé entre les travailleurs immigrés proprement dit et les autres maghrébins de nationalité française comme s'il s'agissait de communautés différentes et étrangères l'une pour l'autre. Cette situation étrange a engendré des heurts et des comportements contradictoires au sein même de la communauté maghrébine toute entière. On a ainsi poussé les travailleurs immigrés à regarder d'un mauvais oeil leurs coreligionnaires de nationalité française et, ceux-ci à considérer leurs compatriotes immigrés comme des étrangers différents d'eux.

Ce classement arbitraire de la communauté maghrébine en deux blocs hostiles l'un pour l'autre a été créé, entretenu et exploité, d'une manière irresponsable à des fins bassement politiques. On sait pertinemment que ce « fossé » creusé artificiellement au sein d'une même communauté, n'a pas de sens puisque les éléments qui composent ces deux « blocs », malgré la différence de leurs cartes d'identité ou de leurs passeports, ont entre eux des liens familiaux et affectifs, non seulement dans leur pays d'origine mais aussi en France.

Malheureusement, le malaise ainsi entretenu pendant plusieurs années au sein de la communauté, a été exploité d'une manière éhontée et inhumaine par certaines organisations qui voulaient dresser ceux qu'ils appellent « les Français-Musulmans » contre leur propre pays d'origine, au risque de détériorer les relations entre la France et l'Algérie.

Peut-être a-t-on fait croire un moment aux Français d'origine algérienne que la carte d'identité qu'ils détiennent pouvait les garantir contre tous les maux qui pourraient survenir au sein de la population et de l'administration française !

Hélas ! les années que nous venons de vivre et les événements qui se déroulent sous nos yeux apportent un démenti formel à nos propres rêveries dans ce domaine. Le racisme anti-maghrébins

qui existe en France à l'état « endémique », s'est réveillé et transformé, la crise économique aidant, en une « épidémie » virulente qui a déferlé sur l'ensemble de notre communauté pour la submerger.

Cette haine raciale aveugle et imbécile, a atteint son paroxysme à tel point qu'elle a débouché sur des assassinats purs et simples commis par de simples citoyens, des groupes d'autodéfense ou de bavures policières. Ainsi, en dix ans près de deux cents maghrébins dont 120 Algériens, sans distinction de nationalité, sont tombés sous les balles des criminels racistes qui, leurs forfaits accomplis, ont bénéficié le plus souvent d'une mansuétude inadmissible.

Par ailleurs, les mesures discriminatoires dont sont victimes les maghrébins en matière d'emploi et de logement, ne font pas référence à la carte d'identité mais au faciès ou à la filiation. Même ceux de nos compatriotes qui, croyant échapper à la discrimination raciale ont francisé leur nom et leur prénom, ne sont pas épargnés pour autant puisque les nouvelles notices de renseignements comporte, en plus de la nationalité, le pays d'origine. Ceci démontre clairement que nous sommes tous embarqués dans la même « galère » et qu'il convient d'en être conscient pour en tirer toutes les conséquences, c'est-à-dire, la reconnaissance mutuelle, l'union et la solidarité entre nous.

Mr Stasi, député à l'Assemblée Nationale a écrit dans son livre que nous sommes une espérance pour la France : nous, nous disons que nous sommes aussi une espérance pour l'Algérie, le Maghreb et l'Islam.

En tout cas, les autorités algériennes l'ont compris puisque dans le cadre des efforts déployés en faveur de nos compatriotes immigrés par l'intermédiaire de l'Amicale des Algériens en Europe, elles ont tendu une main fraternelle à la communauté algérienne de nationalité française. Ainsi, à la 11^e Assemblée générale du 19 et 20 mai 1984, le président de l'Amicale des Algériens en Europe s'est exprimé en ces termes :

« Il nous faut relever par ailleurs l'ouverture qui est faite en direction de cette partie de la population française d'origine algérienne, forte de plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui restent malgré le poids de l'histoire et les erreurs du passé, attachée à notre pays, à ses valeurs et en particulier à la foi islamique ».

« Pour répondre à son attente et ses appels, mais aussi pour la soustraire aux influences et manifestations d'éléments ou de groupes hostiles à l'Algérie, nous engageons désormais en direction de cette population une action visant à sauvegarder sa personnalité et son identité culturelle ».

Ce geste fraternel qui nous réchauffe le cœur et nous ouvre des horizons nouveaux doit contribuer, j'en suis certain à créer un climat de confiance mutuel, mettant fin à toutes les contradictions, à toutes les incompréhensions et à tous les errements du passé.

Sadok Khorsi Le Président

Le point de la rédaction

Directeur de publication

Dahmane Ali

Responsable de fabrication

Boughida Kamel

Rédacteur en chef

Dahmane Boudjemaa

Comité de rédaction

Kettane Nacer. Foret Nadia. Hocini Karim.

Touabi H. Chami Louisa. Groud Françoise.

Schall Francis. Harrag Fatima. Messaouda

Tolba.

Correspondants province

Leroul (Marseille). Chenouf (Toulon). Corsi

(Lyon). Abib (Dreux).

Conception. Maquette

Chantarel Agnès

Photocomposition

Incidences

Imprimerie

Primavera

Le numéro d'essai de « Racines » a été bien accueilli, tant auprès de nos adhérents et des membres de notre communauté en général, que du côté de nos amis français « de souche » et de nos frères algériens.

Tous ont apprécié le sérieux et la pondération de nos analyses et de nos informations. La forme « magazine », elle aussi, a plu. C'est encourageant pour notre équipe de rédaction.

Nous avons par conséquent décidé de relever le défi d'une publication régulière et nous la souhaitons ouverte et utile.

« Racines » sera donc trimestriel pour commencer ; il sera vendu par nos adhérents au tarif de 15 F le numéro, ou bien l'on pourra se le procurer en s'adressant directement au siège de notre association.

Un certain nombre de remarques et de conseils très positifs nous ont été adressés. Ils portent essentiellement sur le contenu, à savoir :

introduire des informations culturelles plus développées avec, si possible, un agenda des manifestations intéressantes.

réaliser des interviews qui complèteront et illustreront nos analyses.

ouvrir une rubrique « Ecoles-Jeunesse » contenant des informations pratiques mais aussi des analyses critiques sur l'institution scolaire ou sur les idées reçues qui circulent concernant les enfants d'origine maghrébine.

donner des informations sur l'Algérie pouvant intéresser les familles soit pour les vacances, soit pour une réinsertion.

Tous ces points de vue, nous avons essayé d'en tenir compte dans ce numéro 1.

Dites-nous ce que vous en pensez et surtout n'hésitez pas à nous envoyer vos contributions.

Surtout en ces temps sinistres, où des irresponsables attisent la haine en se livrant à des déclarations telles que : « des petites Palestines se créent sous nos yeux » ou encore parlant des possibilités de recueillir les voix des français d'origine algérienne, que l'on va « pêcher des voix en eau trouble ».

Et chaque fois, on entend le cliquetis des fusils qui se chargent et chaque fois une victime innocente tombe et s'ajoute à la liste déjà trop longue de nos martyrs.

Depuis 1974, quelques cent vingt algériens ont été victimes d'attentats racistes soit une moyenne d'un assassinat par mois.

Il est de plus en plus évident même pour les plus timorés et les plus frileux que cela ne peut plus durer.

A tous les moyens de riposte qui existent et ont déjà été utilisés, les nombreuses et imposantes manifestations, la campagne réussie de S.O.S. Racisme « Touche pas à mon pote », l'expression officielle de « l'émotion et de l'indignation » du gouvernement algérien.

— Il nous faut ajouter la pression massive de notre poids électoral. C'est urgent.

Grâce à vos contributions et à votre participation, « Racines » sera l'outil de ce pas décisif. Nous devons compter sur nous-mêmes, ne pas faillir, il en va de la vie de nos enfants.

B. Dahmane

« Des cantonales aux législatives : Un bilan pour agir »



Les élections cantonales ont marqué un tournant décisif dans l'évolution des mentalités.

Pour la première fois, ici et là des candidats d'origine arabe se sont présentés de manière autonome.

Mr Bedjgualal à Vaulx en Velin, Mr Djemmal à Raubais-centre, Mr Boughedada à Nord Grande-Synthe, Mr Melloul à Marseille. Et quelques autres. C'est un pas décisif qui vient d'être franchi, car pour notre communauté, l'idée de vote et de participation à la vie politique, va pouvoir se concrétiser sur des candidatures issues de son sein et sur des thèmes concernant ses intérêts propres.

Ce passage à l'acte, en soi, est déjà une victoire mais il faut analyser le contexte, les résultats pour en tirer tous les enseignements pour les législatives de 1986.

Le contexte tout d'abord, les élections cantonales sont des élections plus techniques que politiques, malgré les tentatives des uns et des autres d'en faire un test national. Avec la décentralisation le pouvoir des conseillers généraux s'est trouvé accru, mais il reste malgré tout limité par les communes et les régions.

Tout ceci pour expliquer le taux d'absentéisme encore important et donc relativiser les résultats.

Par ailleurs ces élections étant comparables aux européennes par le nombre et la répartition des votants, les différents partis ont voulu se compter et mesurer le chemin parcouru depuis juin 1984.

Le parti socialiste a utilisé au maximum l'épouvantail Le Pen, pour enfoncer le

clou de la discorde entre les différentes sensibilités de l'opposition. Il en a tiré un certain bénéfice puisqu'il a consolidé son assise électorale autour de 23 %.

Le RPR et l'UDF ont fait le constat que la banalisation du Front National entraînait une hémorragie de ses militants et de son électorat le plus dur, vers ce dernier.

Donc, tout en gardant et développant ses thèmes à des fins de récupération, ils se sont joints au chœur des pourfendeurs du Front National et de ses leaders.

Ils ont même signé un accord de gouvernement qui l'exclut sans appel de toute participation à un gouvernement de coalition.

Le FN quant à lui, a senti la nécessité de modérer ses prises de position, notamment sur l'immigration pour ne pas se laisser enfermer à triple tour dans l'image, réelle, d'un parti raciste, xénophobe et extrémiste.



Cette recomposition du jeu politique s'est faite essentiellement sur les questions de l'immigration et du racisme.

Cette fois, contrairement aux municipales de 1983 où chacun y allait de sa surenchère anti-immigré.

Tous ont essayé d'apparaître soit comme les véritables porteurs des valeurs humanistes et généreuses, soit de se dédouaner de toute idéologie raciste et xénophobe.

Les résultats en pourcentage tout le monde les connaît (PS : 23 % ; PC : 12 % ; RPR/UDF : 49 % ; FN : 8 %). Ils traduisent effectivement au niveau de l'électorat une nette hostilité aux idéologies racistes et aux manœuvres tendant à les détourner des véritables problèmes.

Un sondage SOFRES-A2 a fait apparaître dans les motivations de l'électorat en premier lieu, les problèmes de l'emploi et du chômage et loin derrière l'insécurité ou l'immigration.

La 2^e observation, extrêmement importante, est l'absence de majorité de gouvernement. Cela confirme, si besoin était l'importance cruciale des votes issus des minorités, ou en fonction de sensibilités spécifiques. Or les candidats d'origine arabe qui se sont présentés n'ont pas recueilli sur leur nom, un nombre suffrages suffisant pour prétendre arbitrer le second tour. (Les plus significatifs sont : Mr Boughedada, 602 voix à Grande-Synthe et Mr Djemmal, 234 voix à Roubaix-Centre).

A cela plusieurs raisons :

— le manque d'habitude des nôtres à se mobiliser électoralement, des décennies d'abstentions sont un lourd handicap à remonter.

— les candidatures ont souvent été le fait de franc-tireurs sans véritable assise locale et sans structure d'organisation et de soutien. Certain n'ont

même pas fait campagne et se sont quasiment présentés dans le secret.

— le battage médiatique énorme, mais désormais habituel, des partis politiques pour rameuter leur troupe et ratisser le plus largement possible.

On peut néanmoins constater que les candidats qui se sont présentés sur une liste de parti (Boughedada sur la liste écologiste) ont fait un meilleur score que les candidats autonomes. Je pense que la différence de moyens financiers et de soutien logistique y est pour beaucoup, même quand il s'agit de petit parti, comme les écologistes, ce qu'il apporte n'est pas négligeable.

Mais il y a probablement un autre aspect, beaucoup plus important celui-là, c'est la réticence des nôtres et de nos amis à une candidature strictement ethnique.

Pour nous, à l'AFOA, nous pensons que nous devons être ouverts à un électoral plus étendu que notre simple communauté. C'est pour cela que nos efforts pour mobiliser cette dernière, s'il nous amène à présenter ou à soutenir des candidats d'origine arabe ne doivent pas nous enfermer dans un ghetto qui serait contraire à nos objectifs et complètement suicidaire.

Aussi les thèmes qui seront développer par ces candidats devront répondre à trois impératifs.

— Nous distinguer très nettement des partis traditionnels en affirmant non pas un point de vue strictement communautaire, mais au-delà le point de vue des minorités nationales qui refusent d'être bafoués, sacrifiés, et dans une certaine mesure persécutés.

Beaucoup d'électeurs de toutes origines pourront ainsi s'identifier et s'engager.

— Combattre sans concession le racisme qui a conduit à désigner toute une population à la vindicte et à la

haine. Aujourd'hui les arabes, quelque soit leur nationalité... en d'autres temps les juifs avec les conséquences que l'on sait.

— Enfin et surtout bien démontrer qu'il s'agit là d'une atteinte à la démocratie. Car au delà de cette situation c'est le problème de la représentation et de la participation politique de toute communauté, minorités ou simplement sensibilité qui se trouve ainsi entravée sinon interdite. Et cela concerne l'ensemble de la société.

Ainsi à la notion de candidat communautaire nous préférons des candidats de sensibilité minoritaire qui s'appuieront essentiellement sur le tissu associatif le plus large possible.

Des candidats pour quelles échéances, et avec quelle stratégie ?

D'abord pour les législatives de mars 86, bien sûr ! mais sans se faire trop d'illusions. Avec la modification du mode de scrutin, et l'adoption prochaine du scrutin proportionnel départemental à la plus forte moyenne, le jeu se trouve complètement chamboulé, à notre désavantage bien entendu.

En premier, parce qu'il ne s'agit plus de présenter un candidat mais une liste de candidats sur un territoire, le département, qui, par ses dimensions, empêche une véritable rencontre entre des élus et une population. Ensuite parce que les règles de la plus forte moyenne désavantagent les petits au profit des grandes formations.

Malgré tout, en choisissant soigneusement les départements test, notamment en région parisienne et dans les Bouches-du-Rhône, nous devons pouvoir faire des scores significatifs et non pas un simple tour de piste. C'est-à-dire dépasser les 10 %.

Et puis en même temps que les législatives il y aura les élections régionales. Dans le nouveau cadre de la



décentralisation elles sont cruciales. Nous devons consacrer toutes nos énergies à investir ces deux élections, l'une, les législatives, pour faire la preuve qu'il existe un électorat nouveau, l'autre les régionales pour avoir des élus. Des conseillers régionaux d'un autre type, avec des noms venus d'ailleurs, c'est possible, c'est indispensable dans certaines régions.

Et les candidats issus de notre communauté qui figureront sur les listes des partis, qu'en pensons-nous ? C'est très bien, même si je doute qu'il s'en trouve ailleurs que dans les profondeurs des listes, placé là sans aucune chance d'être éligible, et avec l'unique souci de grappiller quelques voix supplémentaires.

Je souhaite en tout cas que cette mobilisation communautaire entraîne une aspiration vers le haut dans tous les partis, des militants, cadres, candidats d'origine arabe ou autres. Et ils sont nombreux à ronger leur frein aux différents portillons.

En conclusion, l'AFOA, prend l'initiative de proposer une rencontre de tous les candidats issus de notre communauté, qui se présenteront aux élections législatives ou régionales de mars 86.

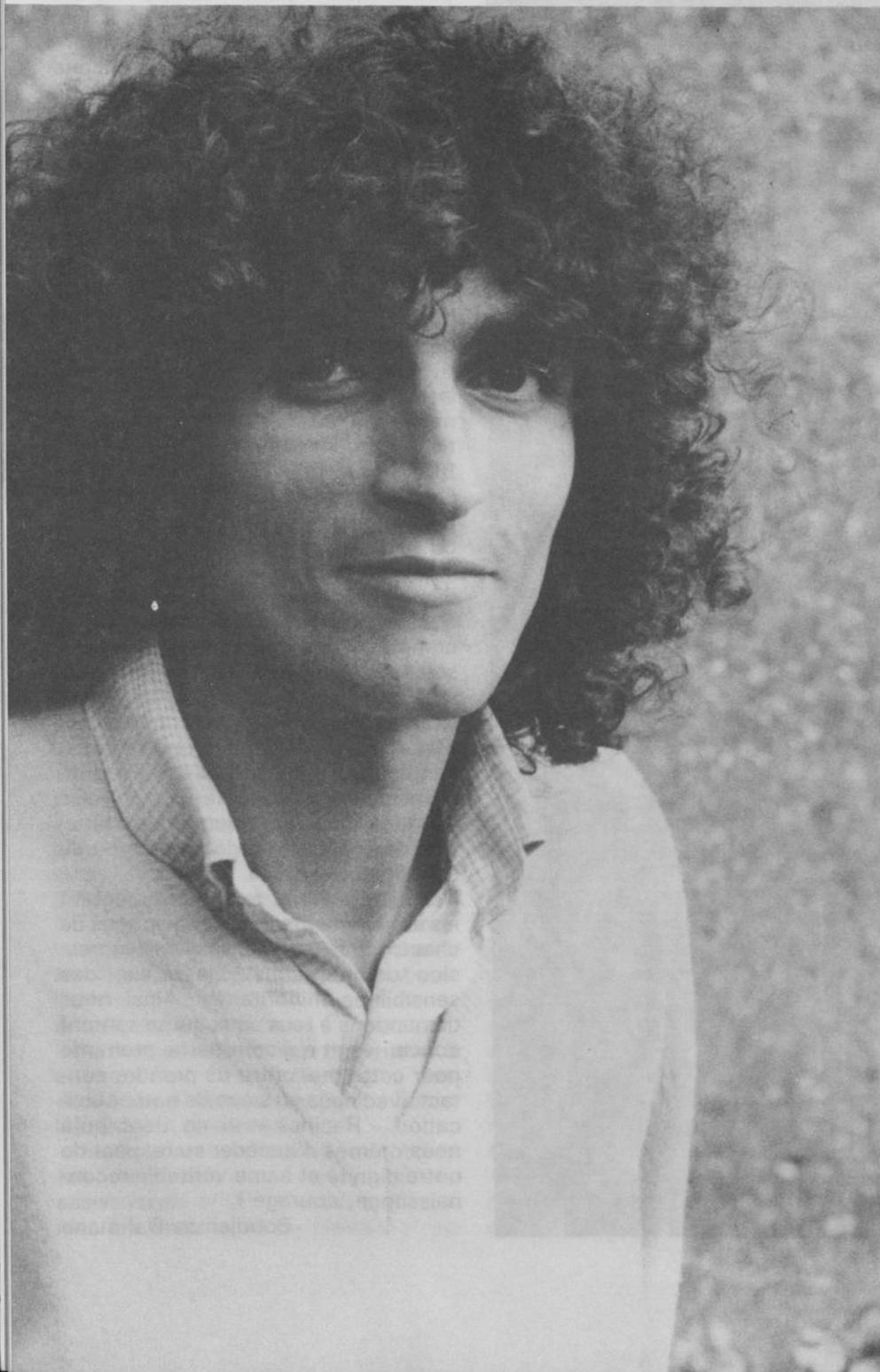
Que ces candidats soient des franc-tireurs, présentés par des associations ou au sein d'un parti politique, nous les invitons à venir débattre pour dégager des convergences. Nous proposons qu'il puisse être adopté des thèmes communs de campagne quelles que soient nos couleurs et nos démarches respectives.

Nous proposons de nous coordonner afin de donner le plus grand retentissement à ses thèmes et écraser définitivement toutes tentatives de mise à l'index d'une communauté en fonction de son origine, de sa race ou de sa religion.

Nous proposons, tout en respectant les engagements et les convictions de chacun de faire naître et vivre l'expression démocratique, électorale, des sensibilités minoritaires. Ainsi nous demandons à tous ceux qui se sentent concernés et qui sont partie prenante pour cette rencontre de prendre contact avec nous au siège de notre publication « Racines ». Il ne tient qu'à nous-mêmes d'accéder au respect de notre dignité et à une véritable reconnaissance, courage !

Boudjemaa Dahmane

Interview de Mohand Bedjgwelal Candidat aux cantonales Vaux en Velin



Racines : Mohand, tu t'es présenté à Vaux en Velin dans le cadre des élections cantonales. Pourquoi cette candidature ?

M.B. : Parce que j'habite Vaux en Velin et que je connais les problèmes du canton. Avec les copains nous avons décidé de participer à la vie de la nation par l'intermédiaire de la politique ; à notre avis c'est la meilleure façon de régler ces problèmes et de montrer que nous sommes responsables.

Racines : Mais participer à la vie de la nation, tu peux le faire en étant dans un parti politique. Présenter une candidature communautaire, n'est-ce pas une façon de se marginaliser ?

M.B. : Lorsque nous intégrons les partis politiques traditionnels, nous serons de caution à leurs stratégies et à leurs thèses. Car malgré cette intégration, on s'aperçoit que les problèmes ne se résolvent pas.

Créons d'abord le rapport de force nécessaire pour pouvoir parler devant les pouvoirs publics et les partis politiques.

Ensuite seulement, nous pouvons intégrer les partis, mais ceux-ci sauront que nous sommes des gens très forts. Mais il ne faut pas y entrer dès le départ pour éviter à ces partis de « ratisser » large. C'est la seule façon de sortir la communauté maghrébine de l'état lamentable dans lequel elle se trouve.

Racines : C'est-à-dire ?

M.B. : La communauté doit se solidariser, car nous sommes devenus les boucs émissaires de la crise. Il est inadmissible que nous laissons tous les partis politiques qui savent que les problèmes que connaît actuellement la France ne sont pas dûs à l'immigration. Nous devons cesser d'être les dindons de la farce. Nous devons montrer à ceux qui tiennent un discours démagogique (Le Pen et compagnie) et à toute la France que nous ne nous laisserons plus faire désormais. Nous vivons dans une démocratie où le bulletin de vote est une arme redoutable. A nous de bien nous en servir.

Racines : Tu es fils de rapatrié, quels intérêts défends-tu ?

M.B. : Je suis concerné par les problèmes de l'immigration et les enfants de rapatriés et leurs parents sont victimes

Farid Radjough maire-adjoint

chargé de la formation et de la jeunesse

du racisme de la même façon. Nous devons tous aller unis au combat. Que ce soit les enfants d'immigrés ou enfants de rapatriés, il n'y a aucune différence. Car un arabe même avec les papiers français reste un arabe et la discrimination au niveau de l'emploi et du logement reste la même.

Racines : Que penses-tu des jeunes français maghrébins comme toi qui sont sur des listes politiques et en particulier des listes d'extrême droite ?

M.B. : C'est dramatique. Ils sont victimes une fois de plus. C'est incompréhensible et illogique. Je n'arrive pas à comprendre ce comportement. En fait, ils donnent le bâton avec lequel on va les frapper.

Racines : Comment analyses-tu la position de ces partis politiques ?

M.B. : Ils appliquent la phrase « diviser pour mieux régner ». D'abord diviser les enfants de rapatriés et les enfants d'immigrés, puis diviser les anciens rapatriés et les immigrés de la 1^{re} génération. Tout cela a un but et ils savent pertinemment que si nous arrivons à nous unir et à parler d'une même voix, nous allons changer beaucoup de choses en France, sur le plan politique, économique et social. Et cela ils ne le veulent pas.

Racines : Qu'as-tu à dire toi en tant que fils de rapatrié à tous les filles et fils d'immigrés qui maintenant ont la double nationalité ?

M.B. : Nous avons le même combat, menons-le ensemble, oublions toutes les différences. Allez-vous inscrire sur les listes électorales. Concertons-nous, organisons-nous de façon à ce que notre action porte ses fruits.

Racines : A Vaux en Velin, tu as fait 1,56 % des voix, soit 137 voix sur 900 voix communautaires, comment expliques-tu ce chiffre ?

M.B. : Nous avons eu des problèmes financiers (affichage entre autre) et de

temps. Nous nous sommes déclarés à la dernière minute en surprenant tout le monde. Le travail de terrain et d'information n'a pas été fait comme il aurait fallu. Mais je pense que maintenant, tous on saisi l'importance de l'enjeu et qu'ils seront prêts en 1986.

Racines : Tu comptes te présenter à la députation en 1986 ?

M.B. : Les législatives de 1986 sont effectivement notre objectif et nous sommes tombés d'accord entre plusieurs associations de travailleurs immigrés, de jeunes issus de l'immigration et d'associations de rapatriés. Nous allons préparer un plan de travail pour que la communauté française d'origine maghrébine ait des candidats dans tous les coins de France. Ces candidats doivent être soutenus par l'ensemble de la communauté française d'origine maghrébine et par l'ensemble de la communauté maghrébine.

Je crois que c'est cela le plus important.

Propos recueillis par N. Kettane



Abonnez-vous !

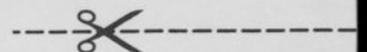
Nom Prénom

Rue

Ville Département

Je souscris abonnements pour 4 numéros par an au prix de 50 F l'abonnement.

Renvoyez à Racines publication A.F.O.A. 11, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris.



Le vote : un droit, une obligation

Ces trois dernières années, notre communauté, à chaque échéance électorale, revient à l'actualité pour tenir le rôle peu enviable de bouc émissaire. Des politiciens sans scrupules nous accusent de tous les maux qui assaillent ce pays et récoltent par la même, les suffrages de tous les égarés qui veulent bien croire en leurs slogans simplistes et imbéciles.

Le thème de l'immigration est devenu le cheval de bataille de ces politiciens à la petite semaine qui constituent en réalité un véritable danger pour nos frères et pour la démocratie.

Derrière cette campagne anti-immigrés se cache un programme fasciste et brutal qui abuse facilement une opinion mal informée et, hélas ! souvent peu favorable à notre communauté.

Des vociférations au passage à l'acte, certains ont déjà franchi le pas, preuve en est la multiplication des assassinats d'immigrés et les mille et une violences qu'ils subissent quotidiennement. De tout cela nous en avons assez, nous devons réagir.

Nous devons réagir en citoyens responsables, dans un Etat démocratique qui nous donne les moyens de défendre notre intégrité et notre équité. Pour se faire nous devons revendiquer hautement notre droit à être des citoyens à part entière et à assumer toutes nos obligations.

La majorité d'entre nous, en particulier les plus jeunes, sont français et à ce titre doivent participer à la politique de ce pays. A cet égard notre premier devoir est de voter pour barrer la route aux politiciens, qui prêchent la haine et le racisme contre notre communauté. Nos suffrages qui seront très nombreux si nous le désirons, iront aux hommes politiques qui auront publiquement et sévèrement condamné les racistes et les ennemis de la démocratie. Dans le même ordre d'idée, nous devons militer dans tous les partis qui défendent le même idéal que nous en y apportant notre sensibilité et notre enthousiasme. Il y a quelques dizaines d'années Staline parlant du Pape, disait : « Le Pape ?... Combien de

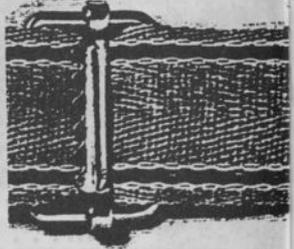
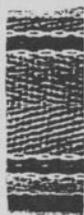
divisions ?... * Combien de bulletins de vote ? » En résumé, nous devons revendiquer la nationalité française, quand nous y avons droit, nous inscrire sur les listes électorales et voter. Il nous faut militer pour faire entendre notre voix et nous associer pour mieux nous défendre. Mais nous devons aussi participer pleinement à la vie économique et sociale en accédant à la fonction publique et à tous les emplois correspondant à nos qualifications.

Nous devons pour cela avoir le souci de l'éducation de nos enfants et les inciter à prendre eux aussi leur place dans cette société. Dès lors, présent à tous les moments de la vie cet état de droit qui est le nôtre, nous saurons mieux nous faire respecter tout en défendant la démocratie.

Car enfin, notre communauté a soif de dignité et de reconnaissance. En âge de porter les armes, beaucoup parmi nous se sont battus glorieusement, pendant les 2 dernières guerres mondiales pour défendre l'existence et l'intégrité de la France et on les a oublié. Au moment où on a beaucoup parlé de réconciliation franco-allemande et de la contribution des alliés à la libération de la France, on est resté étrangement silencieux sur la participation massive et déterminante de notre communauté, sur nos centaines de milliers d'hommes tombés face à l'ennemi pour la défense de ce pays. Nous avons travaillé plus que d'autres aux tâches les plus ingrates, nous avons par là même acquis le droit d'être des citoyens français à part entière et nous voulons le faire savoir. Pour autant nous ne renions pas nos origines et nous apporterons notre spécificité, et notre jeunesse qui sont constitutives d'enrichissement pour ce pays. Nous voulons faire connaître l'Algérie et le monde arabe en général qui a tant apporté à la civilisation occidentale. Nous voulons être un lien indéfectible entre les deux grands peuples français et arabe qui ont plus que jamais besoin de se réconcilier.

Touabi H.

* En France on peut aussi dire aujourd'hui « les maghrébins ?... »



Interview de son Excellence Cheikh Abbas, Recteur de la Mosquée de Paris



Racines : Votre Excellence, avez-vous un message à adresser à la communauté musulmane de France ?

S.E. Cheikh Abbas : Je suis très heureux de vous recevoir et merci d'être venu.

Je voudrais dire aux membres de cette communauté qu'ils aient la nationalité française ou autre, qu'ils n'oublient pas qu'ils sont originaires d'un grand pays dans lequel vit un peuple très digne, honorable et qui a toutes les qualités d'un grand peuple.

Racines : Depuis votre arrivée à la mosquée, deux succès sont à mettre à votre actif ; la reconnaissance de la mosquée comme site historique et l'agrandissement, l'embellissement de la mosquée.

S.E. Cheikh Abbas : En effet le site abritant l'institut musulman de la mosquée de Paris est inscrit sur une liste additive des monuments historiques depuis décembre 1983.

Mais si nous remontons plus loin dans le temps, la mosquée de Paris a été construite en reconnaissance aux sacrifices de plusieurs millions de musulmans morts lors de la guerre de 14-18.

La mission de cette construction avait été confiée à l'association des Habous et des lieux saints de l'Islam qui était née en Algérie en août 1917 à la Mahakma malékite d'Alger. Cette association s'est vue confiée la mission de construire cette institution en 1922. Les deux tiers des membres de cette association étaient algériens. La reconnaissance de la mosquée comme monument historique est certes important, mais le fait essentiel est que cette mosquée existe depuis plus de 60 ans. Et que plus de 90 % de son financement provient des pays d'origine.

Par ailleurs plus de 44 millions de francs seront nécessaire à la rénovation de la mosquée de Paris. Elle était prévue pour accueillir 600 personnes, elle en accueille plus de 6 000. Nous prévoyons la construction dans le sous-sol d'une salle qui pourra accueillir jusqu'à 6 000 fidèles.

Nous prévoyons une salle d'ablutions pour hommes qui assurera un débit de 400 personnes par heure, et une autre salle d'ablutions pour les femmes qui n'en disposent pas actuellement.

Racines : Une polémique semble s'être installée sur la façon dont est désigné le recteur de la mosquée de Paris. D'aucuns prétendent qu'il doit être l'émanation des associations représentant la communauté musulmane de France. Or le recteur est nommé par le pays d'origine.

Quelle est votre position ?

S.E. Cheikh Abbas : Avant de répondre à votre question, je me permettrais puisque nous avons parlé des travaux d'aménagement de la mosquée de lancer un appel à la communauté musulmane pour qu'elle y participe financièrement.

Pour répondre à votre question je rappelle que le 1^{er} recteur était algérien, le 2^e également, le 3^e aussi.

Nous pensons que pour le moment la communauté musulmane de France n'est pas mûrement unifiée. Elle n'a pas encore un avis unique permettant d'aboutir à la nomination d'un recteur. On constate que les très nombreuses associations existantes sont contradictoires dans leur but et leurs activités. Quant à ma nomination personnelle, elle a fait l'objet d'une demande de la part de plusieurs associations de français musulmans et ce sont elles qui m'ont proposé pour la destinée de cette institution. Aujourd'hui l'un des motifs que nous nous sommes donnés est d'amener cette communauté à s'unifier, à avoir une voix unique.

Racines : Il y a quelques mois une personnalité religieuse a contesté votre autorité, et voulait créer un consistoire islamique.

S.E. Cheikh Abbas : Cette personne sans aucune compétence religieuse, morale ou intellectuelle a profité des divisions de la communauté musulmane en France.

La notion de consistoire créé par Napoléon, n'existe pas en Islam. Il faudrait plutôt parler « el machina », c'est-à-dire un collège de Cheikh.

Racines : Les enfants d'immigrés ont la double nationalité. Malgré cela, nombreux sont ceux qui ont des scrupules à utiliser leur droit, en particulier à s'inscrire sur les listes électorales et voter. Vous qui êtes une autorité morale et religieuse que pouvez-vous dire aux parents et à ces jeunes sur la compatibilité ou, l'incompatibilité de l'Islam et d'une nationalité.

S.E. Cheikh Abbas : Il n'y a aucune incompatibilité tant que l'individu conserve les coutumes, la religion d'origine. La nationalité française n'est nullement incompatible avec l'appartenance à la Oumma.

Racines : Face à Jack Lang, ministre de la culture, Monsieur François Léotard, secrétaire général du parti républicain (UDF) a déclaré « les minorités musulmanes en France ont des pratiques contraires aux droits de l'homme et de la femme ». Qu'en pensez-vous ?

S.E. Cheikh Abbas : L'Islam n'a jamais formulé la moindre interdiction à ses coréligionnaires d'être français ou autre que français.

On compte énormément de convertis en France. Ils gardent leur identité complète. L'Islam est une culture, une éducation, un mode de vie. Il n'a jamais été contre telle ou telle nationalité

Les personnes politiques qui parlent de cette façon, ont peur que cette communauté ait un poids politique important à l'avenir et alarment inutilement une population mal informée sur les français musulmans.

Racines : La République française et laïque est fondée sur la séparation de l'église et de l'état.

Comment s'intègre l'Islam dans ce type d'Etat ?

S.E. Cheikh Abbas : La séparation de l'état et de l'église était dictée par le fait qu'à l'époque l'église avait une autorité exorbitante. C'est elle qui érigait les lois et permettait à certaines personnes d'avoir le pouvoir. L'Islam est un lien direct entre l'homme et son créateur Allah. Avoir garde ce lien n'empêche nullement ce musulman de vivre dans état laïque où une autre religion est pratiquée. L'Islam peut parfaitement s'intégrer dans ce pays dans la mesure où l'homme garde son indépendance et peut sauvegarder ce lien. Si une personne respecte les dogmes de l'Islam, il n'y a rien à craindre d'elle. L'Islam a toujours prêché la Tolérance.

Racines : Pourtant des musulmans se massacrent entre eux...

S.E. Cheikh Abbas : Il faut bien comprendre qu'il y a une différence entre l'Islam et les faits des musulmans. Si l'Irak et l'Iran avaient appliqué les dogmes de l'Islam, s'ils avaient pratiqué l'Islam, ils ne se battraient pas. Mais ce n'est pas seulement en terre d'Islam que ces problèmes ont vu le jour.

En Europe par exemple, l'Allemagne qui est chrétienne s'est bien battue contre la France chrétienne pendant des années.

Racines : Les femmes en terre d'Islam ne sont-elles pas minorisées, voire dominées (mariage, polygamie, séparation, dot, héritage, etc.) ?

S.E. Cheikh Abbas : L'Islam a donné une plus grande valeur à la femme. Il n'y a pas une religion qui a donné autant de poids à la femme. Les pratiques des pays musulmans envers la femme ne sont pas conformes aux préceptes de l'Islam.

L'Islam considère l'homme comme égal à la femme en pratique religieuse. Une femme peut être plus pieuse qu'un homme et vice-versa. L'Islam énonce que la femme est faite pour l'homme et que l'homme est fait pour la femme.

Mais hélas les faits des musulmans ne sont pas ce que préconise l'Islam.

Racines : Certains musulmans sont arabes, d'autres comme les iraniens, les pakistanais, les berbères, les kurdes ne le sont pas.

Faut-il être arabe, parler arabe pour être un bon musulman.

S.E. Cheikh Abbas : L'Islam est une culture, une éducation, un mode de vie. Ce n'est pas une langue, une nationalité qui renferme l'homme dans des limites précises. Si le musulman peut accéder à l'information lui permettant de connaître sa religion, il n'est nullement obligé de connaître la langue arabe. Mais à votre avis, la connaissance de la langue arabe facilite énormément la connaissance authentique du message divin. Il y a de très nombreux musulmans qui pratiquent très bien l'Islam et qui ne connaissent pas la langue arabe.

Racines : De nombreuses populations aspirent à l'enseignement de leur langue (par exemple les kurdes et les berbères). Est-ce que l'Islam est contraire à l'enseignement de ces langues dans ces pays ?

S.E. Cheikh Abbas : Au contraire, l'Islam encourage la connaissance d'autres langues. Il n'existe aucune contradiction pour l'enseignement de plusieurs langues dans un pays et ceci est valable aussi bien pour la langue kurde que pour la langue berbère.

En conclusion : La communauté musulmane de France doit s'unir. Les jeunes doivent garder leurs liens avec les pays d'origine.

Ainsi cette communauté sera plus forte et saura imposer le respect qui lui est dû pour avoir une vie équitable.

Propos recueillis par N. Kettane





La bouche cousue des intellectuels musulmans

Le racisme qui tue existe en France depuis quelque temps. Nous l'avons tous constaté, certains hélas, l'ont rencontré. Il est le résultat d'une campagne de haine, d'intolérance et de xénophobie, orchestrée, diffusée et entretenue au sein de la population par des apprentis sorciers, au nom d'une insécurité qu'ils attribuent d'une façon machiavélique et arbitraire à la communauté maghrébine.

Plusieurs dizaines de maghrébins ont déjà payé de leur vie ce racisme aveugle qui tend petit à petit à se banaliser, en assassinats quotidiens. Tout récemment encore, le sang a coulé à Menton, à Paris et Miramas.

Comment peut-on tolérer ou rester indifférent à une situation aussi tragique lorsqu'on habite dans un pays démocratique, berceau des droits de l'homme ?

Les intellectuels français ont, depuis toujours, dénoncé par des manifestations de rue ou par des articles de presse, la violation des droits de l'homme, les tortures, les emprisonnements arbitraires et les crimes racistes.

Tel n'est pas le cas des intellectuels musulmans qui, malheureusement restent obstinément silencieux, alors qu'on assassine froidement les membres de leur propre communauté. Est-ce par indifférence ou par lâcheté ? En effet, comment expliquer que ces intellectuels dont le nombre peut être évalué à plusieurs milliers d'individus, puissent rester les bras croisés et silencieux lorsqu'on a jeté du train de Vintimille le pauvre Grimzi, qu'on a assassiné Abdennebi, qu'on a tiré d'un balcon sur le petit Toufik et qu'on vient de tuer Nourredine à Miramas, pour ne

citer que ces cas, laissant de côté les multiples bavures policières.

Est-ce par indifférence ou par lâcheté ?

A combien d'assassinats de maghrébins fixent-ils le chiffre pour se décider enfin à élever une protestation, manifester dans la rue ou signer une motion dans la presse ?

En tout cas, l'un d'entre eux à qui j'ai fait part de mes soucis au sujet du racisme anti-maghrébins, m'a répondu ceci : « Personnellement, je n'ai jamais souffert du racisme en France et je n'ai pas à intervenir en faveur des voyous de Barbès ». Réponse lamentable !

Je lui ai répondu qu'il ne fallait pas tomber dans le panneau trop grossier qui consiste à considérer comme des délinquants tous les maghrébins et rendre responsable notre communauté de l'insécurité qui règne actuellement en France. Au contraire, ce sont les maghrébins qui sont victimes de l'insécurité puisque c'est parmi eux que se commettent les assassinats racistes.

D'autre part, j'ai tenu à lui préciser que les intellectuels français quand ils manifestent ou protestent contre le racisme, ne défendent ni les proxénètes de Pigalle ou de Grenoble, ni le gang des postiches qui écume les banques françaises, ni les violeurs des parkings, ni le tueur des vieilles dames, ni les kidnappeurs d'enfants.

En tout état de cause, on ne peut que déplorer cette attitude étrange et incompréhensible des intellectuels musulmans face aux événements tragiques que vit la communauté maghrébine en France.

Est-ce par indifférence ou par lâcheté ?

S.K.

Zaama l'école

« Les enfants d'immigrés font baisser le niveau des classes ». Cette opinion également partagée par les parents français de milieux modestes et ceux plus favorisés n'a pas de fondement scientifique comme tend à le prouver un article paru dans le Monde de l'Éducation de décembre 1983, mais cache des à-priori, des préjugés, pour ne pas dire des attitudes franchement racistes.

En effet, pour qui se penche d'un peu près sur des statistiques d'ailleurs encore très fragmentaires, il apparaît qu'en citant des chiffres accablants tels que 10 % d'enfants d'immigrés à l'école élémentaire mais seulement 3 % dans le second cycle long, on compare des données qui ne sont pas comparables pour deux raisons :

La 1^{ère} que les enfants d'âge à fréquenter l'école sont beaucoup plus nombreux que les adolescents.

La 2^e, surtout, que l'on néglige l'origine socio-professionnelle, si importante quand on parle de réussite scolaire.

Ainsi, si l'on se réfère à l'étude réalisée à l'échelon national par l'I.N.E.D. en 1982, on constate que ce qui différencie les enfants d'immigrés de leurs camarades français, ce n'est pas tant leur nationalité ou leur origine, que leur statut social nettement plus défavorisé.

En réalité, en comparant des groupes-témoins socialement équivalents on se rendrait compte qu'à milieu égal, les enfants d'immigrés réussissent mieux que les français.

Ceci se vérifie dans les faits, là où élèves français et étrangers appartiennent à des catégories professionnelles équivalentes, du fait de la ségrégation opérée par le logement et l'habitat.

« Les enfants d'immigrés ne sont pas ceux qui nous posent le plus de problèmes » y observent les enseignants.



Ceci s'explique par le fait que bien souvent ces enfants ont l'avantage sur les autres d'avoir une référence, la famille. Et que, de plus, les parents ont souvent un projet, qu'ils investissent davantage dans l'école dont ils espèrent qu'elle apportera à leurs enfants une situation meilleure que la leur. La « réussite » des filles maghrébines qui contraste avec l'évolution de leurs

camarades garçons participe de cette volonté de promotion et commence à attirer l'attention.

Quant à la 2^e idée-force, tout aussi répandue que la 1^{ère}, l'idée du « handicap linguistique », elle semblerait tout aussi hâtive. L'étude de l'I.N.E.D. déjà citée fait apparaître en effet que, selon l'appréciation des enseignants, 63 % des élèves du 1^{er} degré ont une



Cour
infos

L'Islam outragé

regard d'un jeune de 22 ans sur le mariage
entre un jeune de la communauté maghrébine

bonne connaissance du français parlé, voire excellente, 13 % le parlent mal ou très mal et 24 % sont dans une situation moyenne ; leur maîtrise de la langue s'améliorant dans le secondaire où 7 % seulement des élèves obtiennent une appréciation négative.

Les difficultés apparaissent, en fait, dans le maniement de la langue écrite mais on retrouve là le phénomène déjà mis en évidence dans la première partie de l'article ; à savoir que le décalage entre la langue admise par l'école et celle utilisée dans le milieu familial existe tout autant pour les enfants français d'origine dite « défavorisée » que pour les enfants d'origine immigrée appartenant aux mêmes milieux sociaux.

Mais pour ces derniers, le processus de dévalorisation ainsi engagé est double puisqu'à l'origine sociale s'ajoute l'origine ethnique selon un critère de visibilité qui engloberait aussi bien la couleur de la peau que les pratiques culturelles : cuisine, vêtement, usage de l'espace...

En conclusion l'on pourrait reprendre l'affirmation d'Antonio Perotti selon lequel les enfants d'immigrés posent deux défis à l'institution scolaire, qui peuvent devenir des atouts : « le premier la met en demeure de réinventer sa pédagogie avec une démarche démocratique d'ouverture à l'espace familial et social. Le second est de vérifier à travers elle l'acceptation ou le refus de l'autre : l'école devient le lieu institutionnel de la légitimation des cultures ».

Lorsque le défi est relevé, il semble qu'il n'y ait plus à craindre la fameuse « baisse de niveau ». Mais ceci est une autre histoire et l'objet d'articles à venir.

A cet article théorique il nous a semblé intéressant de joindre deux témoignages inspirés par sa lecture.

— Celui d'une enseignante d'un collège de la banlieue nord-est de Paris dans lequel les élèves d'origine étrangère représentent un bon tiers de la population scolaire.

— Celui d'un ancien lycéen de lycée professionnel de la même banlieue nord de Paris.

« Ce qui me frappe dans la scolarité menée par les enfants d'immigrés, nombreux dans mon collège, c'est leur propension à être « remarquables » aussi bien positivement que négativement et ceci tant sur le plan des résultats que sur celui de leur intégration dans la communauté scolaire. Je m'explique : il me semble en effet remarquable de trouver ces jeunes soit en « tête de classe », soit en « queue de classe » ; de même qu'ils représentent un pourcentage très élevé des élèves délégués de classe. Leur éléction à cette responsabilité me semble être un élément important de leur popularité qui englobe aussi bien les « bons éléments » que ceux qui se situent dans une attitude de défi permanent par rapport aux règles de l'institution scolaire.

Ceci me paraît bien mis en valeur par le fait qu'existe dans mon collège un club théâtre composé en majorité d'élèves d'origine maghrébine englobant les deux catégories d'élèves citées plus haut.

Ils ont présenté en juin 1984 une pièce de Molière, devant l'ensemble des parents et des élèves, avec beaucoup de succès.

Mais parallèlement ils ont demandé à l'animateur du club de monter un sketch inspiré d'une émission de

Mosaïques, sketch dont ils ont commencé à rédiger le texte et qui pose les problèmes que rencontrent ces jeunes du fait des tiraillements entre milieu familial et aspirations personnelles.

Leur capacité à l'intégration n'apparaît donc pas comme un reniement de leur propre identité. Elle semble au contraire liée au fait que bien souvent ces jeunes ont dans leur famille des responsabilités que n'ont pas leurs camarades français : tâches administratives : écrire des lettres, faire les comptes... et ont une vie sociale plus riche aussi.

En conclusion et pour synthétiser très rapidement je dirai que « cancre » ou « génies », animateurs de la communauté scolaire ou en défi par rapport à elle, les élèves d'origine immigrée apparaissent comme les catalyseurs des capacités d'énergie et de succès que possède chaque jeune, en même temps que des décalages qui existent entre l'institution scolaire et ces mêmes jeunes.

F. Groud

Quelle est en effet la capacité de l'institution scolaire de répondre à ces défis ?

Certes des expériences existent çà et là, encourageantes, certes une formation complémentaire existe pour les instituteurs qui le désirent.

Il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel, la majorité des enseignants restent désemparés devant la présence d'enfants d'immigrés...

A suivre...

(1) Article de Michèle Saltiel

(2) I.N.E.D. : Institut National d'Etudes Démographiques.

(3) ce critère a été défini par un chercheur du C.N.R.S. Georges Vignaux

(4) Antonio Perotti est expert du Conseil de l'Europe et directeur du C.I.E.M.

Regard d'un jeune de 19 ans sur la vie associative au sein de la communauté maghrébine.

En 1982-83, les associations étaient difficilement accessibles aux jeunes, ce qui changea en 84 après l'initiative de la marche pour l'égalité dirigée en grande partie par des jeunes beurs. « Beurs » étant à la mode, à cette période et qui si je ne me trompe, fût un peu lancé par les médias assoiffés de dérisions.

Comme une trainée de poudre, des associations naquirent de toute part en France dont leur but tout neuf, consistait à insérer dans la mentalité des gens ignorants, la richesse d'une culture double et surtout la tolérance envers les diverses races existantes ici...

Le grand problème qui règne sur l'ensemble des associations maghrébines c'est cette concurrence d'idée et de renommée qui, malheureusement, détruit le pouvoir et la pression qu'elle pourrait utiliser pour défendre notre communauté. De multiples divisions nous font crier dans le vent, au victime du racisme, « hier encore, on a tué un Arabe ».

Serions-nous si faibles ?

Si je faisais un projet, je proposerais que toutes les associations s'unissent tout en gardant leur statut personnel. Un compte-rendu s'établirait par un ou deux représentants par association sur le déroulement des actions ou projet en cours, tous les mois ils se réuniraient. Là, il existerait une pression qui favoriserait nos désirs et volontés.

Pour réaliser ce système, il faut des personnes capables, pas des beaux parleurs qui stagnent toujours au même niveau mais des personnes qui savent respecter la responsabilité qui leur a été accordé en toute confiance. Je crois que je propose

un système qui nous dépasse par notre vanité. Par la même occasion j'accuse un bon nombre d'individus, membres d'associations culturelles, de pousser le profit et le bénéfice qui ne vaut pas le fruit de leur travail. En fait, c'est l'occasion pour certains de gagner de l'argent pour avoir usé de leur salive sans peine. Je vais vous citer des exemples concrets :

Certaines associations touchent de très bonnes subventions et en détournent légèrement à côté. De quelle façon ?

Un foyer au sein d'une association est occupé par de jeunes fugueuses sans argent, sans aide particulière. Cette association doit selon son projet leur donner 50 F par jour pour manger, elle ne les donne pas sauf de temps en temps. Où passe le reste ? De plus j'ai appris de source sûre que pendant ce rude hiver 85, ils se sont permis de mettre deux jeunes filles sans abri à la rue pour cause de fin de contrat. Bonjour la solidarité.

Par contre, j'ai connu des associations à petit budget qui organisent leur action au niveau des enfants de l'immigration. Quand ils font chanter ensemble un petit noir, un petit arabe et un petit français c'est pour moi une action de grande envergure. Je reconnais aussi que certaines associations sont très compétentes au niveau politique et sur l'information qu'elle donne.

Si nos efforts s'assemblaient, nous serions respectés et tolérés. Aujourd'hui si on me demande de faire partie d'une association je le ferai pour m'occuper d'ouvrir un chemin d'avenir au petits arrivants qui feront notre force prochaine. Et je souhaite que toute association que vous êtes, votre lutte n'en sera pas bredouille.

Hocini Karim-



Monsieur Bessaoud Karim
Emission « Carte de Séjour »
3, rue de la Cité
10000 Troyes

Monsieur Dahmane Ali
Directeur de Publication de « Racines »

Monsieur,

En premier lieu, je tiens à préciser que j'ai été très touché par la célérité avec laquelle vous avez répondu favorablement à ma demande. Je vous adresse donc mes suggestions et remarques après lecture de notre numéro « ZERO ».

Je pense sincèrement que votre revue va répondre à un besoin, ou, pour utiliser un terme du jargon médiatique, à son créneau. Celui-ci étant bien sûr la communauté française d'origine algérienne mais aussi algérienne tout cours et pourquoi pas la communauté maghrébine toute entière. Personnellement, je crois au « Grand Maghreb » et il faut dépasser toutes ses querelles inter-états ou gouvernements. Le peuple maghrébin existe, il faut lui donner son entité par tous les moyens possibles.

Nous essayons par nos moyens (Radio) et je pense qu'une revue, la vôtre, a aussi un rôle à jouer en ce sens.

Quant à « Racines », je souhaiterais que l'information demeure privilégiée et que des reportages ou des témoignages permettent d'aborder tous les problèmes et pourquoi pas, contribuer à leur résolution.

Avant de vous quitter, j'ai deux questions à vous poser, deux questions que ne manqueront pas de nous poser nos auditeurs ;

1° Votre association, l'A.F.O.A., est-elle ouverte à tous et à toutes ? Quels sont vos objectifs ?

2° Karim Kacel est en couverture or, à l'intérieur de « Racines », vous ne parlez pas de lui. Est-il membre de l'A.F.O.A. ? ou sympathisant ?

Voilà, j'espère que vous pourrez me répondre malgré l'énorme courrier que je suppose être le vôtre.

En tout cas, je puis vous assurer qu'autour de moi, de bonnes volontés sont prêtes à vous épauler.

Salutations fraternelles...
Monsieur Bessaoud Karim

Racines : — L'A.F.O.A. est ouverte à tous ceux et toutes celles, de nationalité française qui veulent utiliser le bulletin de vote, et sont prêts à se mobiliser pour l'intérêt de notre communauté toute entière.

— Karim Kacel sera interviewé dans un prochain numéro, il n'est pas adhérent de notre association, et bien qu'il s'en défende nous le considérons comme représentatif de toute une génération qui jouera un rôle clé dans les années à venir.

Merci pour votre lettre, à bientôt et longue vie à l'émission « Cartes de séjour ».

L'Islam outragé

Pour la première fois en France, deux personnalités de haut rang, appartenant à l'un des principaux partis de la V^e République, se sont permis de porter un jugement d'une sévérité sans précédent à l'égard de l'Islam, deuxième religion d'Europe.

En effet, prétendre que la religion musulmane ne respecte pas les droits de l'homme, constitue une injure extrêmement grave, indigne d'hommes politiques aspirant à exercer des responsabilités de l'état.

Les membres de l'Association des Français d'Origine Algérienne, émus et indignés par les propos scandaleux qui portent atteinte à l'honneur et à l'intégrité de l'Islam, dénoncent toutes les manœuvres grossières qui, pour des raisons bassement électoralistes, contribuent par des déclarations séditeuses à semer au sein de la population française, le racisme, la haine et la xénophobie contre l'immigration en général et contre la communauté islamique en particulier.

Le Président de l'AFOA
Sadok Khorsi

Brèves

Par une récente délibération, le Conseil de Paris a décidé de supprimer aux étrangers les allocations congé-parental versées après la naissance du 3^e enfant. Le Ministre des affaires sociales a chargé le Préfet de Paris de déférer cette décision devant le tribunal administratif en vue de son annulation pour illégalité.

Les ressortissants algériens, parents d'enfants français, peuvent bénéficier du dispositif d'aides à la réinsertion. Ils relèvent, en effet, d'un régime spécial au regard de l'entrée, du séjour et du travail (accord algéro-français du 27 septembre 1968) et ne sont, de ce fait, pas touchés par la mesure d'exclusion concernant les étrangers. En

leur qualité de pères ou de mères d'enfants français, ils peuvent prétendre de plein droit à la délivrance de l'autorisation de travail prévue par l'article L.341-2 du code français du Travail.

L'association « Islam et Occident » examine l'image de l'Islam dans les manuels scolaires français (manuels d'histoire mis à la disposition d'élèves de sixième et de cinquième). Cette étude critique est la première réalisée par la partie française de l'association internationale « Islam et Occident » qui a pour but d'enrichir les liens entre les deux civilisations, en excluant toute activité politique ou théologique.

A propos de... par B. Dahmane

« Le sourire de Brahim » de N. Kettane

Enfin, enfin un livre sur nous, écrit par l'un d'entre nous. « Le sourire de Brahim » aux éditions du seuil sera en vente dans les librairies dès le mois d'avril.

Nacer s'exprime avec ses tripes et parle de ce qu'il connaît le mieux, lui-même. Il parle de son enfance, de son adolescence et de la sorte c'est toute une génération, celle des beurs, qui se retrouve, qui se reconnaît, dans cette quête d'identité de Brahim.

Nacer, fidèle à lui-même, revendique, par la voix de Brahim, ses racines avec fierté. Il se montre déterminé à combattre pour imposer notre place ici, dans la sécurité et la dignité.

Il utilise tous les moyens possibles, que ce soit les médias, notamment la radio, et maintenant le roman.

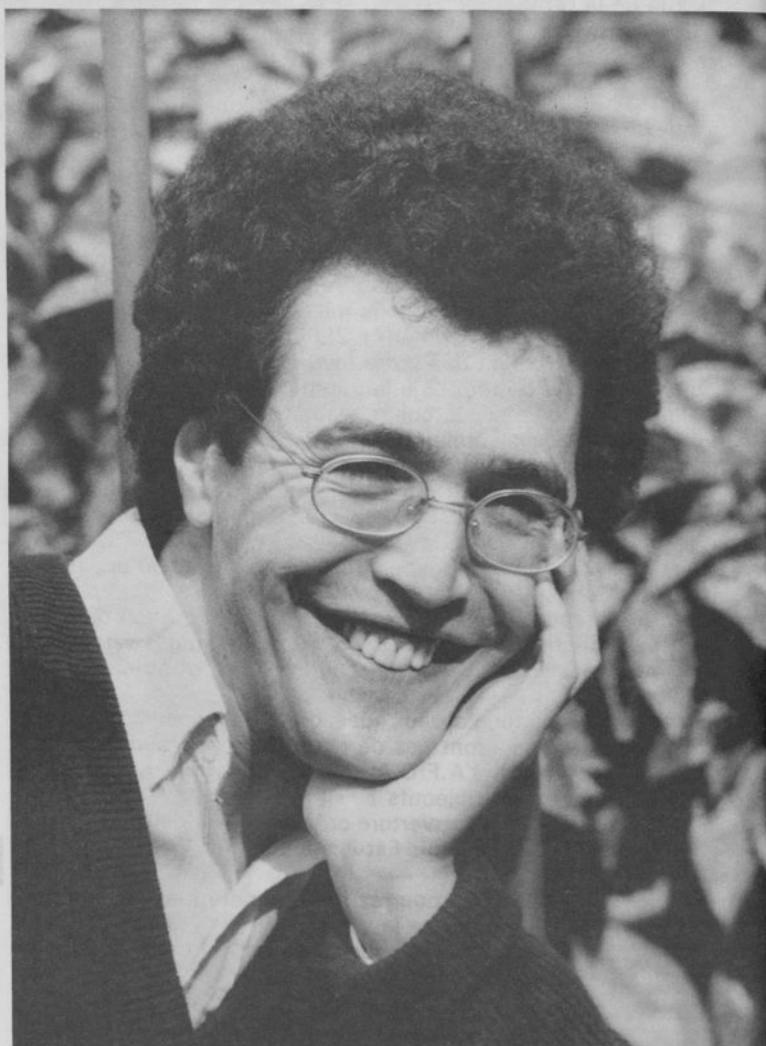
Il nous donne envie d'en faire autant, sans complexe. Il insuffle une énergie porteuse d'espoir, qui réchauffe, et dont nous avons bien besoin en ces temps sinistres pour notre communauté. Mais que raconte le roman ? C'est l'histoire toute simple, car semblable à des milliers d'autres, mais en même temps extraordinaire, car on n'est pas impunément un déraciné, d'un beur nommé Brahim. Cette histoire il la fait débiter le 17 octobre 1961 à la manifestation courageuse et digne de nos frères, nos sœurs, nos mères, et nos pères pour l'indépendance de l'Algérie. Au cours de la manifestation, des centaines d'algériens seront

tués, parmi eux le jeune frère de Brahim. En le perdant, il perd aussi son sourire.

Cette filiation, cette référence, située d'emblée héros : il se sent algérien et fier de l'être. Ensuite, Nacer nous fait partager les « galères » des cités, mais pas seulement d'un point de vue de souffrance ; il nous fait sentir aussi la chaleur, la fraternité qui peuvent se développer entre tous les laissés-pour-compte de la zone. Il nous introduit aussi dans la famille de Brahim. Il nous fait sentir le courage de ses parents, de nos parents véritables héros des temps modernes ; il nous fait partager leurs difficultés, leurs désarrois, leurs angoisses devant l'avenir... mais toujours, jamais démenti, leur immense amour, leur dévouement illimité pour ce qu'ils considèrent comme leur plus grande richesse : leurs enfants. C'est cet amour qui va permettre à Brahim de se structurer, qui va lui donner les moyens de grandir debout, qui va l'aider devant les multiples pièges de la zone et des risques de dérapage.

C'est la volonté de ses parents de lui transmettre leurs traditions, leur langue, leur histoire qui donnera à Brahim les outils pour faire face et bien se situer dans la rue, à l'école, à l'université, et plus tard en Algérie.

Quand enfin le « grand jour » arrive et qu'il peut à la faveur du volontariat aller au « pays ». C'est le cœur gros, la respiration bloquée, qu'il



débarque à « Dar el Beïda ». Et c'est à la découverte d'une ville, d'un peuple, d'un pays, que nous entraîne Nacer dans les pas de Brahim. C'est passionnant et authentique, que ce soit le dispensaire, les circonvolutions des officiels, les réticences des algériens envers les immigrés et leurs enfants. Tout sonne juste. Nous l'avons tous vécu ;

nous nous identifions totalement à Brahim, quand plein d'enthousiasme et brûlant de curiosité, il se heurte sans arrêt aux fameuses « réalités concrètes » qui le rejettent dans son ignorance et son incompréhension « définitives ».

Mais il est des moments d'émotion pure, quand Brahim renoue naturellement avec ses racines kabyles à la

... et le thé à la menthe
de Mehdi Charef

faveur de 3 journées passées avec sa tante, veuve, dans la maison ancestrale adossée à la montagne.

Ces instants, de même que la « rencontre » avec Taos Amrouche à l'occasion d'un récital de cette chanteuse à Paris, sont émouvants car ils nous touchent au plus profond de nous-mêmes, ils parlent à l'âme.

De retour en France, Brahim ne sera plus jamais pareil. Ses origines sont désormais vivantes, et renforcées par ce retour aux sources.

Là, la réalité qu'il retrouve est encore plus dramatique, les attentats racistes se multiplient, les bavures policières deviennent monnaie courante et la haine se généralise, dans l'opinion, contre les arabes.

De par son statut d'étudiant, d'intellectuel en herbe, Brahim jouit d'une certaine considération auprès de ses camarades de la cité. S'il conserve toujours une certaine retenue, ce n'est pas de la fierté mal placée au contraire, cela traduit bien la part d'imaginaire, de mystère, le jardin secret que chacun d'entre nous s'est fabriqué pour survivre, face au sentiment de rejet, d'exclusion ressenti tout au long de nos années d'enfance. Tout naturellement Brahim va être partie prenante de la prise de conscience des beurs de la cité. Il va contribuer à la nécessaire mobilisation de tous quelques soient les histoires ; enfants d'immigrés, enfants de harkis, arabes et juifs, toutes géné-

rations confondues, nous sommes dans le même bateau face aux racistes flingueurs.

Cette maturation va déboucher sur l'organisation d'une grande marche qui a eu le succès que l'on sait.

Et le livre se termine avec l'apothéose de la marche « pour l'égalité et contre le racisme » par un beau jour de décembre 1983 sur l'esplanade de Montparnasse.

Avec en prime, peut-être, Nacer reste ambigu, le sourire retrouvé de Brahim quand Malika crie son nom. C'est vrai, pour tout dire, Brahim est un héros positif, mais cela fait du bien de temps en temps face à l'image du beur délinquant, dealer, ou marginal, largement diffusée par les médias. Cette fresque de toute une génération en quête d'identité, en devenir de force sociale dans ce pays, ouvre des pistes nombreuses.

Nacer ne donne aucune leçon, mais montre des chemins : l'urgence de participer à la vie politique et donc aux différentes élections, la nécessité de nous exprimer avec nos propres moyens de communication, l'efficacité de l'union en faisant table rase des divisions héritées du colonialisme.

Et j'ai envie de dire à Nacer-Brahim : « Chiche, tous ensemble, construisons le pays de la fraternité, de la justice, le pays de toutes les couleurs ». J'ai surtout envie de le faire.

B. Dahmane

Rencontres

Propos recueillis
par Francis Schall

Deux films réalisés par des Algériens et tournés en France sont actuellement sur nos écrans. Leurs auteurs sont jeunes, la trentaine, et c'est leur premier film.

Abdelkrim Bahloul et le Thé à la menthe

Racines : Abdelkrim Bahloul, votre premier long-métrage Le Thé à la menthe, après sa sélection à « Perspective » à Cannes en 84, rencontre depuis sa sortie un vif succès. Mais quels ont été vos débuts ?

A.B. : J'ai fait le Conservatoire d'Art Dramatique à Alger, en même temps qu'une licence de lettres. A l'origine je voulais être comédien. A l'âge de 18/20 ans j'ai eu envie de faire des études de cinéma. L'école d'Alger, fondée en 68 par René Vautier (1) venant de fermer ses portes, j'ai écrit à d'autres institutions, en Russie, en Pologne, en Belgique et bien sûr à l'Idhec à Paris. Malgré une réponse favorable de celle de Moscou j'ai préféré l'Idhec, d'abord parce que je n'avais pas à perdre un an à apprendre la langue et ensuite parce que les études ne duraient que trois ans ; et puis l'Idhec est

Si les itinéraires d'Abdelkrim Bahloul et de Mehdi Charef diffèrent, ils ont néanmoins le même thème : l'émigration.

Nous les avons rencontrés pour vous...

la meilleure école du monde. **Racines : Pensez-vous qu'il soit indispensable de passer par une école pour faire du cinéma ?**

A.B. : Quand on a 18/20 ANS je crois que c'est absolument nécessaire. Dans une école comme l'Idhec on donne trois ans de sa vie au cinéma, on apprend son histoire, ses techniques, on voit un grand nombre de films, on rencontre de très grands professionnels... et on tourne ! Après cela, on ne peut plus reculer, on ne peut plus laisser tomber, on est rivé à son désir de faire du cinéma et on va jusqu'au bout... Si on ne fait pas d'école on va chercher du travail dans des équipes de tournage, et après une dizaine ou une vingtaine d'échecs on a envie de laisser tomber... et on se retrouve vendeur au Sentier !

Racines : Pourtant les exemples sont nombreux de réali-



sateurs qui n'ont pas pris la voie de l'école...

A.B. : (rires) Ceux-là doivent être d'un ciment plus dur que moi !

Racines : L'Idhec terminée que faites-vous ?

A.B. : Je suis retourné en Algérie. Pendant un mois j'ai sondé les possibilités d'y travailler, mais j'ai constaté qu'il y avait là une vingtaine de personnes qui venaient elles aussi de terminer leurs études (soit à Moscou, soit à Paris : Idhec ou Vaugirard) et qui ne faisaient rien. Ils avaient un salaire, ils bricolaient un peu, mais ne travaillaient pas vraiment.

Racines : A quoi cela tenait-il ?

A.B. : A l'époque la production algérienne était très faible : quatre ou cinq long-métrages par an, ce n'était pas suffisant. Depuis Lhakdar Hamina (2) a restructuré l'Office National du Cinéma et la production a triplé, dans les meilleures années même quadruplé.

Racines : Quelle décision avez-vous prise alors ?

A.B. : Si à l'époque, en 1975, on m'avait dit : « Monsieur vous pouvez être assistant sur un film, ou simplement si on m'avait proposé un travail précis, je serais resté là-bas... Je ne suis pas natif d'Alger mais de Saïda, à 500 km, et à Alger, mis à part la langue, j'étais presque aussi étranger qu'à Paris, et il y avait tous les problèmes pratiques de la vie quotidienne. J'ai analysé la situation et j'ai compris qu'en restant en Algérie

j'avais peut-être une chance de faire un film dans dix ou douze ans... pas possible pour moi : j'aurais craqué. Alors je suis revenu à Paris où j'ai passé le contours d'admission au Conservatoire car je n'avais pas perdu mes velléités d'être comédien. Au bout d'un an j'ai arrêté car il m'était difficile à la fois d'étudier sérieusement et de travailler pour vivre. Je suis alors rentré à la télé (il existe un quota autorisant d'y employer 10 % d'étrangers) ; là j'étais opérateur de prise de vues (cadreur) « couvrant » des retransmissions de matchs de foot, des émissions de variétés, le journal et j'en passe... Cela pendant six ans, à TF1 et Antenne 2.

Racines : Vous m'avez dit ne pas aimer courir à droite et à gauche, tirer les sonnettes pour pouvoir monter un film ; c'est cependant souvent le parcours que doit pratiquer un réalisateur débutant s'il veut réussir...

A.B. : Pas obligatoirement... si je dois continuer, et réussir dans ce métier je pense que ce sera avant tout grâce à ma plume : j'achète un cahier et j'écris un scénario ; si il est bon il y aura toujours des gens que cela intéressera...

Racines : Pour vous l'histoire est donc très importante...

A.B. : Fondamentale ! C'est la base ! A mon avis les réalisateurs qui attachent trop peu d'importance au scénario font fausse route. Regardez, la plupart du temps quand un film est réussi,

c'est que son réalisateur a adhéré au sujet...

Racines : Son propre sujet ?

A.B. : Personnellement je préfère écrire mes scénarios. Cela dit, si je tombe sur un roman qui me plaît, qui recoupe mes préoccupations, je n'hésiterais pas à l'adapter.

Racines : Vous avez justement un projet dans ce sens...

A.B. : Oui... c'est Nedjma, de Khate Bacine. C'est un livre essentiel signé par un de nos plus grands écrivains, l'histoire de quatre jeunes gens entre 1945 et 1954, tous amoureux de la même jeune femme, Nedjma. C'est un peu la quête de l'Algérie, des origines... Une superbe histoire d'amour en même temps prémonitoire de l'explosion de 1954.

Racines : L'amour, si j'ose dire, vous tiens à cœur, on le retrouve également dans vos autres projets et il est indissociable de votre premier film...

A.B. : Au-delà des contingences économiques, des contraintes matérielles (manger, un toit pour dormir, le travail...), l'amour est le moteur de toutes choses, ce qui nous détermine. Que reste-t-il si vous supprimez les rapports avec les êtres qui vous entourent, sans l'amour, sans l'amitié ?... rien ! on crève...

Racines : Hamou, le héros du Thé à la menthe, semble en ce domaine avoir quelques difficultés ; avez-vous voulu, là, mettre en scène l'incommunicabilité ?

A.B. : Ce n'est pas cela. Quand sa voisine rejette ses avances il prétend en être amoureux et insiste, mais elle a tout simplement un autre amoureux, une autre vie ailleurs ; et puis il est adoré par une autre française... avec qui il ne se conduit pas très bien ! En fait, Hamou est un jeune homme qui veut tout...

Racines : Ce n'est pas un personnage très moral : vous n'avez pas craint les réactions d'un public déjà réticent vis à vis de l'émigration ?

A.B. : Les gens savent très bien que l'émigration n'est pas uniforme, que la proportion des bons et des méchants est la même partout. D'autre part, chaque fois que l'on montre un émigré dans une fiction ou un reportage, c'est une personne vachement gentille, avec énormément de problèmes : logement, chômage, etc... Faire un film avec lequel tout le monde serait d'accord d'emblée, c'est facile ! J'ai fait l'inverse exprès... un anti-film.

Hamou n'est symbolique de rien, c'est un cas particulier. Et cela m'intéresserait de montrer ce cas parmi les algériens pour qu'il soit accepté du public français.

Schall Francis

(1) René Vautier : réalisateur français, auteur d'*Avoir vingt ans dans les autres*.

(2) Lhakdar Hamina : considéré comme le plus grand réalisateur algérien, il a tourné entre autres *Le vent des aures*, *Lion d'Or à Venise en 1967*, et *Chronique des années de brasse*, *Palme d'Or à Cannes*

... et le thé du harem d'Archiamède de Mehdi Charef

Qui est Mehdi Charef ?

Je suis Algérien, je vais avoir trente trois ans ; mon père nous a fait venir en France ma mère et moi en 1964, j'avais donc onze ans. D'abord nous habitons un bidonville à Nanterre, puis des cités de transit, Nanterre puis Gennevilliers. J'ai quitté l'école assez tôt, et j'ai bossé en usine. Mais je rêvais de faire du cinéma, j'écrivais des scénarios que j'essayais de placer à droite et à gauche... et on me les refusait régulièrement. Jusqu'au jour où je me suis dit que c'était peut-être parce qu'ils étaient mauvais. Je décidais alors de contacter quelqu'un qui et à la fois un grand scénariste et un grand écrivain : Georges Conchon. Il m'a reçu, a lu le texte, m'a dit le trouver très bon mais m'a conseillé de revoir certaines choses. A ce moment là ; en retravaillant le scénario, j'ai écrit le roman.

C'était Le thé au harem d'Archiamède. Pourquoi ce titre ?

Il me trottait dans la tête depuis l'âge de 14-15 ans. En classe de rattrapage, on nous parlait du « Théorème d'Archimède » et un gamin a compris « thé au harem... ». Ça m'a fit hurler de rire. Et marqué aussi : cela résumait la scolarité de l'époque, et le genre de mecs que nous étions...

Comment passe-tu du roman au film ?

Le roman, écrit en 82, est publié l'année suivante au Mercure de France (1). Deux mois après sa sortie en librairie je reçois un coup de téléphone de Michèle et Constantin Costa-Gavras (2) qui cherchaient un sujet sur la



deuxième génération. Ils m'ont demandé si je pouvais adapter le roman... C'était déjà fait ! Costa-Gavras et moi avons eu quelques conversations et il me propose de réaliser le film. Pour moi qui ne rêvais que de cela, c'était l'aubaine ! Même si j'ai eu les jetons au départ : ça file un choc un rêve qui est là, prêt à devenir réalité !... Arrive le premier jour de tournage... tu peux pas savoir comme c'est excitant ! Effacé le trac de la veille, tu es complètement dans ton truc...

Et c'est quoi ton truc ?

C'est une chronique dans une cité HLM. En suivant deux adolescents, un Français et un Maghrébin, on découvre cette cité et les gens qui l'habitent. Je voulais montrer comment on vit là, faire entrer des Français dans une famille arabe et réciproquement. Pour moi, la chose primordiale c'était la tendresse. Je voulais entrer chez les uns et les autres pour montrer que les deux communautés vivent les mêmes problèmes et les mêmes espoirs. J'en ai marre d'entendre parler de ce qui nous sépare, je préfère ce qui nous rapproche. La tendresse et le rapprochement. Pour résumer, l'important c'est **vivre ensemble**.

On arrive au film lui-même ; sa production et son tournage ?...

Pour la production, on s'est vraiment bagarré. Et on a eu des moments de doute... Les trois chaînes de télévision ont refusé de participer, puis Gaumont (3) nous a lâché en cours de route. Finalement nous avons tourné avec un budget minimum pour ce



genre de film ; pourtant nous n'avons ni dépassé les dix semaines, ni le métrage pellicule prévus...

Pour le choix des comédiens (qui devaient être très bons bien que peu connus, pour garder une certaine originalité), nous vous avons passé des petites annonces dans les journaux et sur les antennes de radios privées. Résultat : 250 à 300 candidatures ! Nous avons également sillonné la banlieue avec une caméra vidéo, dans les MJC, les théâtres, etc. Après il a fallu faire un choix ! Là j'ai fonctionné au coup de foudre, sur le regard des gens... ça dure cinq secondes... au flash... Les yeux des comédiens...

Pour le décor on a travaillé sur Genevilliers, La Courneuve et Asnières, un terrain que je connais bien pour y avoir vécu quinze ans... j'avais tout dans la tête.

La musique aussi est vachement importante, elle est signée Karim Kacel. ... Il faut faire très attention, se demander si en la plaçant là ou là, plus courte ou plus longue, tu ne vas pas enlever de l'émotion ou trop en mettre...

En fait tu te rends compte que ton histoire du la réécrit dix fois, à chaque étape...

Et sur place, sur le terrain ?
J'appréhendais un peu la réaction des gens car nous devions tourner beaucoup de nuit et je ne voulais pas déranger, je ne voulais pas pas que les gens se sentent violés, agressés. Alors nous avons préparé un texte que nous avons distribué dans les boîtes aux lettres pour expliquer ce que nous voulions faire. Dès lors nous nous sommes parfaitement

entendu avec les trois communautés, Antillaise, Maghrébine et Française. La collaboration a été formidable, émouvante même parfois. Pour la figuration aussi c'était fantastique !

Est-ce facile de traiter un sujet à la fois par le livre et par le film ?

C'est une forme d'angoisse ! Quand on a tracé des personnages sur une page blanche on a envie de les voir vivre... et l'idéal c'est alors l'écran... L'angoisse parce que tu veux tout de suite... Ecrire un roman pendant six mois ou un an, puis faire le film l'année suivante... c'est le rêve de beaucoup de gens, c'est le pied ! mais c'est très dur !

C'est dans tes projets ?

Oui, je vais essayer. En ce moment, certains jours je me réveille avec l'envie d'écrire un nouveau roman, et d'autres d'attaquer un scénario... Mais je crois que je vais être obligé, plus ou moins rapidement, de choisir. Enfin pour l'instant je veux écrire un roman, de toute façon...

Quel en sera le thème ?

Ça ne sera plus l'émigration — bien qu'un des personnages soit un travailleur clandestin — mais la rencontre à Paris d'un travesti, de ce travailleur émigré et d'un adolescent... et comment ils sont amenés à vivre ensemble... Parce qu'encore une fois, dans n'importe quelle condition, il faut apprendre à vivre ensemble.

Lors du tournage tu as rencontré un grand nombre de jeunes ; as-tu senti chez eux l'envie de faire du cinéma ?

J'avais découvert un phénomène de ce genre après la parution du roman. Beaucoup

de jeunes Maghrébins se sont dit « nous aussi on peut écrire ». Avant ils avaient, je crois, l'impression qu'ils allaient se heurter à des portes fermées. Le roman a succédé bien des espoirs : je sais que de nombreuses maisons d'édition ont reçu, après sa parution, quantité de manuscrits. Après le film, j'espère que d'autres auront envie de faire du cinéma ! ... Il faut absolument que nous nous exprimions ; actuellement on a l'impression de le faire mais en fait ce n'est pas le cas...

Mais n'y a-t-il pas danger d'être catalogué ? de tomber sous le régime de l'étiquette ?

Ils ne faut pas que cela devienne un cinéma à part, c'est vrai, c'est un danger... Moi je ne veux pas être un cinéaste Beur ou émigré... Je veux être un cinéaste tout court ! Avec le roman j'ai entendu, j'ai lu ce genre de classification : un écrivain de l'émigration, un écrivain maghrébin... Non ! Je crois que je suis un écrivain... tout court ! C'est important : il faut que nous soyons écrivains, musiciens, réalisateurs, auteurs, mais pas qu'on nous mette tout le temps dans un ghetto... il faut refuser l'étiquette, je refuse cette étiquette.

Es-tu tenté d'aller tourner en Algérie ?

Pourquoi pas ?... De toutes façons j'ai envie d'aller en Algérie.

Et maintenant ?

Aujourd'hui je suis très content car nous venons d'avoir le prix Jean Vigo ! Très content pour moi, et pour toute l'équipe... Ils se sont tous véritablement surpassés et là ils sont récompensés.

(1) Le livre, dont le titre est *Le thé au harem d'Archi Ahmed* va être réédité par le Mercure de France à l'occasion de la sortie du film.

(2) Costa-Gavras, réalisateur français d'origine grecque, est l'auteur de nombreux films aux sujets politiques dont *Z*, *l'aveu*, et dernièrement *Missing* et *Anna K*. Il est également un des responsables de la Cinémathèque Française.

(3) Gaumont est actuellement le premier producteur français ; cette société est aussi distributrice de films et possède le plus important parc de salles en France.

Propos recueillis par Francis Schall

A propos de... par N. Kettane

« L'immigration :
une chance pour
la France » de B. Stasi.
« Les immigrés :
le choc » de
A. Griotteray.

La démocratie a ceci de merveilleux et d'extraordinaire qu'elle permet l'expression de courants de pensées aussi contradictoires et paradoxaux. Mais quand des insanités et des stupidités proférées par l'éditorialiste du Figaro sont écrites avec autant de désinvolture pour ne pas dire de cynisme, il est plus que vital d'y répondre. Quand M. Griotteray dit à propos des contrôles de police que « La rafle ne fait pas partie de sa culture politique » (p. 45), il a la mémoire bien courte. Que fait-il des ratonnades de la guerre d'Algérie et, en particulier du massacre d'octobre 1961, orchestré par le préfet Papon ? Comment appelle-t-il les coups de poing-expulsions du baron Ponia-towski aux pires moments de l'ère Bonnet ?

Mais les bornes de l'absurdité et de la médiocrité sont surtout dépassées quand il rend responsable les travailleurs d'origine étrangère de la chute de qualité de certains produits (automobile, électro-ménager).

Quand ce chancre de l'into-lérance parle « du manque de patriotisme d'entreprise et de la non-motivation du goût de l'ouvrage méticuleux », il ne fait ni plus, ni moins qu'attiser les braises



du fascisme et du racisme. Comment qualifie-t-il ces centaines de milliers de maghrébins morts pour la France pendant les deux guerres mondiales ? En outre, il oublie que si la France se maintient au rang de quatrième puissance économique mondiale, c'est grâce à cette venue de main-d'œuvre d'origine étrangère arrivée en pleine force de production, la plupart du temps sous payée, non syndiquée et que cette arrivée a été organisée par des chefs d'entreprises français qui eux, savent ce qu'est la plus-value. Alors, M. Griotteray, pas patriotes les patrons de l'hexagone ? Tout au long de son livre, M. Griotteray ressasse les mêmes arguments comme un leitmotiv,

comme s'il voulait se persuader lui-même des non-sens qu'il écrit.

Heureusement que M. Stasi, qui appartient à la même famille politique, relève le niveau et coupe le bandeau qui bouche l'horizon de certains hommes politiques. Même si le livre de M. Stasi a ses limites, il est comme une bouffée d'air pur dans une ambiance politique gangrenée par des apprentis-sorciers, véritables maffiosi de la surrenchère xénophobe.

Pour cet homme qui « aime les terres qui ne sont pas d'enfermement et les êtres qui ne vivent pas d'exclusion, un pays traduit d'abord sa propre identité dans son rapport avec l'étranger qu'il accueille » (p. 12 et 13).

Pour cet homme pour qui « tout repli sur soi est suicide », (p. 17), « chaque culture nationale ne trouvera de raisons et de chances de perdurer qu'ensemencée par d'autres germes vivants » (p. 173)

Pour cet homme, c'est la foi dans l'homme universel qui l'emporte.

Alors que M. Griotteray se moque de la déclaration des droits de l'homme en prétextant que les maghrébins sont inintégrables en raison de leur islamité, M. Stasi souligne, à juste titre, que dans une république laïque digne de ce nom, la foi est affaire privée et ne saurait remettre en cause les fondements de la démocratie.

Mais là où l'essai de M. Stasi a sa limite, c'est sur la notion



de citoyenneté et de nationalité. Pour lui « la citoyenneté ne se divise pas et seule la nationalité française est la solution pour participer à la vie politique », (p. 130). Alors que pour lui, « les émigrés sont les pédagogues involontaires de l'ouverture de la communauté nationale », (p. 161) et que l'Europe dont il est un adepte fervent doit dépasser ses frontières », (p. 162), il s'enferme dans un carcan administratif révolu.

Le problème posé est bien celui d'une alternative sociale, culturelle et politique pour la France, l'Europe, le monde d'aujourd'hui. La civilisation de communication dont il dit qu'elle était déjà annoncée par le général De Gaulle doit trouver son expression et surtout les moyens de se réaliser.

Ce ne sera pas un protectionnisme social ou administratif qui favorisera son épanouissement. Car là est vraiment le fond du problème. Il y a un consensus de toute la classe politique sur la « question nationale française ».

Mme Dufoix, ministre des Affaires Sociales, ne célébrait-elle pas sur l'antenne de Radio-Beur le 6 novembre 1984, la domination et le jacobisme de la culture et de la langue française.

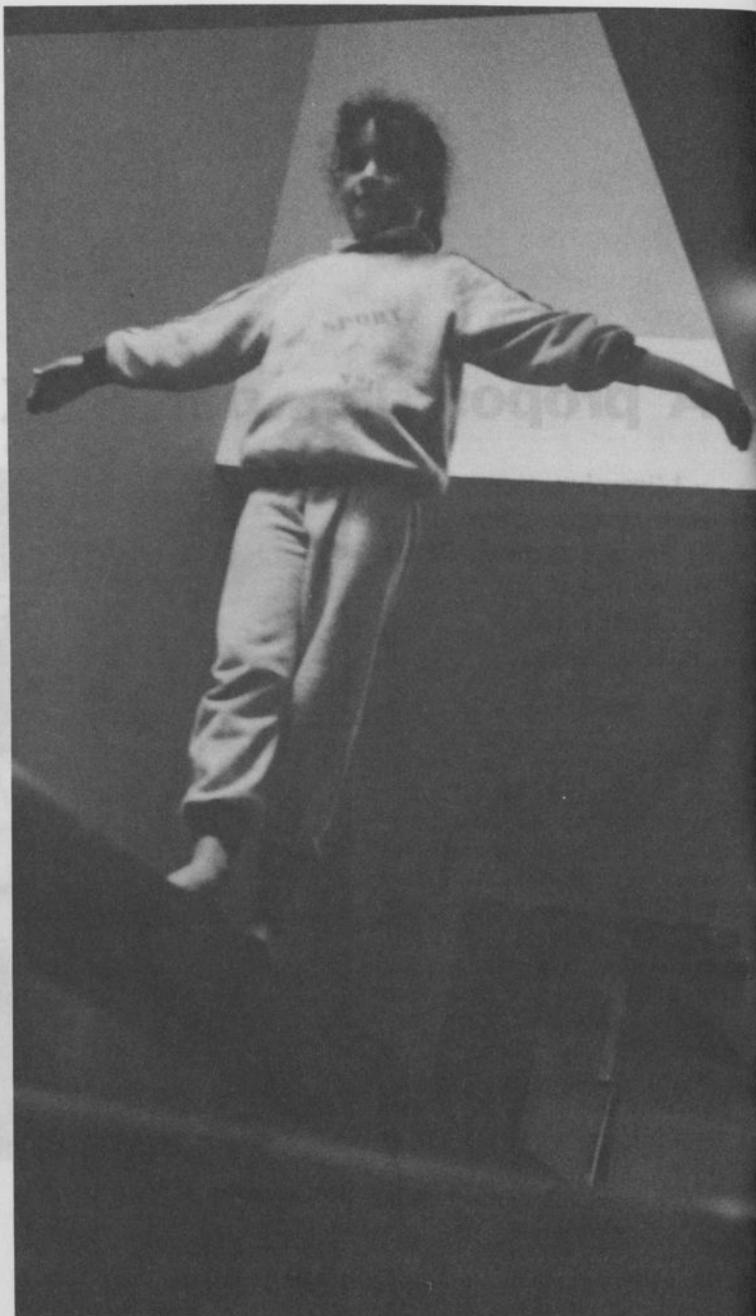
La France doit se mettre à l'heure des grandes mutations et considérer les changements intervenus dans le tissu social qui la compose. Pour la première fois, des groupes qui « font » la France n'intègrent pas les

schémas institutionnels habituels. Il faut donc, sous peine d'explosion, établir de nouveaux codes de communication. L'un d'entre eux est le droit de vote pour des gens vivant en France depuis de très nombreuses années et qui paient leurs impôts directs ou indirects. Ce droit ne devrait même plus se discuter.

Respectivement Pierre Joxe (Le Monde du 5 nov. 1984) et Georgina Dufoix, (Radio-Beur le 6 nov. 1984), se sont exprimés favorablement pour ce droit, reprenant ainsi la proposition du parti socialiste dont le candidat Mitterrand était alors premier secrétaire.

Par ailleurs, en gardant sa nationalité d'origine, vestige administratif de son identité, le nouveau « citoyen » français d'origine maghrébine ou africaine, ne serait-il pas aussi européen que n'importe quel habitant des pays qui forment l'Europe des dix. Refuser d'envisager cette évolution sous prétexte d'utopie serait condamner davantage la France à un repli frileux sur elle-même, car le sentiment d'utopie n'est-il pas la manifestation fantasmagorique d'un interdit refoulé ?

La communauté maghrébine qui vit dans sa chair l'insécurité et le racisme le plus odieux depuis bien des années (plus de quarante meurtres racistes en trois ans restés impunis pour la plupart), resserre ses liens, s'organise économiquement (chaque jour des entreprises créées par des maghrébins



font travailler la France de toutes les couleurs) et politiquement. Par là même, elle crée les conditions structurelles de sa pérennité et sera un facteur de l'évolution politique française.

Forte d'un million de voix potentielles aux législatives de 1986 et de deux millions aux prochaines présidentielles, elle saura répondre par l'arme démocratique aux 22 longs-rifles, aux vexations, aux seuils de tolérance, dont certains politiciens se font les champions.

Certains courants politiques, à droite comme à gauche,

ont d'ores et déjà saisi l'enjeu capital qu'un tel vote bloqué pourrait entraîner et commencent déjà à prospecter et à essayer d'en mériter les faveurs.

A n'en point douter, c'est peut-être là la réponse la plus cinglante que peut apporter l'émigration au sens large, maghrébine en particulier aux atteintes à sa dignité, son travail, sa scolarité, son logement...

Une force plus que tranquille est en route et elle risque de bouleverser bien des données.

Centre Culturel Algérien vous propose

Une bibliothèque de consultation

10 000 ouvrages en arabe et en français.

Toute la presse nationale. (Quotidiens, hebdomadaires, revues) Lecture sur place.

Des projections cinématographiques

(Films algériens, maghrébins, africains, et du Tiers-Monde.

Un laboratoire de langue arabe

Des cycles de conférences relatives à la vie économique, sociale et culturelle de l'Algérie.

Des expositions consacrées aux artistes algériens

Pour tous renseignements relatifs au fonctionnement de ces activités. S'adresser à :

Centre Culturel Algérien —



171, rue de la Croix-Nivert
75015 Paris —
Tél. 554.95.31
Ouvert du lundi au samedi de
9 h à 18 h.

Cinémathèque

L'homme qui regardait les fenêtres
de Merzak Allouache
V.O. sous-titrée en français
Samedi 1^{er} juin 1985 à 16 heures

Dimanche 2 juin 1985 à 16 heures.

Une œuvre de qualité, qui inaugure un cinéma de sensibilité et de vérité.

Le retour de l'enfant prodigue

de Youcef Chahine
V.O. sous-titrée en français
Samedi 15 juin 1985 à 16 heures

Dimanche 16 juin 1985 à 16 heures.

Les interactions entre les contraintes sociales et les conflits familiaux analysées avec finesse et pertinence. La place de la femme dans la vie sociale en Egypte.

Alyam ! Alyam !

Programme juin 1985

de Ahmed El Maamouni
V.O. sous-titrée en français
Samedi 29 juin 1985 à 16 heures

Dimanche 30 juin 1985 à 16 heures

Dans un village traditionnel du Maroc, Abdelouhab, jeune ouvrier rêve d'opulence et se heurte aux traditions. Il pense atteindre l'une et échapper aux autres en empruntant le chemin de l'émigration.

Conférence

Mardi 25 juin 1985 à 19 heures

Le système de santé en Algérie — Aspects économiques
par Mouloud Kaddar.

Exposition

Du mardi 4 juin au dimanche 30 juin 1985

La peinture algérienne
par Rédha Chikh Bled.

Compte rendu du C.A. de l'AFOA du 2 III 1985

Le président de notre association M. Khorsi S. a présenté le rapport d'activité du bureau.

Les cinq objectifs fixés lors du précédent C.A. ont été réalisés avec succès :

1) Dotation d'un budget de fonctionnement pour l'année civile 1985.
2) Location du bureau de l'association dans un arrondissement central de la capitale. A ce propos, un protocole d'accord concernant la location a été voté à l'unanimité.

3) Création et diffusion de notre publication « Racines ». La décision est prise d'une parution trimestrielle. Le

tarif est fixé à 15 F le numéro. Un comité de rédaction est constitué.

4) Utilisation des médias pour faire connaître nos objectifs.

A cette fin nous animons des émissions régulières sur Radio Beur (98.5 MHz). Nous avons participé à deux émissions TV avec FR3 et une émission est en préparation avec TF1. Un certain nombre de communiqués de presse ont été acceptés par des journaux nationaux et régionaux.

5) Décentralisation de notre association ; création de la délégation régionale « Provence-Alpes-Côte d'Azur »

dont le siège est à Marseille. Election d'un bureau régional composé de MM Leroul, Amieur et Chenouf.

Conformément à l'article 7 des statuts ils ont été élus membres du C.A. Ainsi que Mme Chami et M. Kettane, de la région parisienne, élus sur postes vacants.

Pour conclure, M. Dahmane B., secrétaire général, a présenté un rapport concernant la préparation des élections législatives de 1986.

Boudjmaa Dahmane.
Secrétaire-général.

